

- In order to significantly enhance FDI in LDCs measures to promote investment need to be strengthened, ranging from investment guarantees and insurance schemes to capacity building for Investment Promotion Agencies.
- LDCs can augment South-South cooperation by translating their solidarity into strategic partnerships to make inroads in priority areas in order to embark on sustainable and inclusive recovery.
- Debt solutions such as debt-stock reductions and swift debt-restructuring should be considered. Official creditors could apply better terms to their current and future credits to LDCs, including a broad range of state contingent element to help countries better manage various future shocks. Debt relief should be integrated in a broader strategy that takes investment needs for long-term sustainable development into consideration. Technical assistance and capacity building for LDCs should be provided to strengthen their debt management.

RESILIENCE PACKAGE FOR RECOVERY AND PREPAREDNESS FOR FUTURE SHOCKS

LDCs are severely impacted by the direct and indirect effects of COVID-19 in the achievement of all SDGs, which are often compounded by other shocks—from climate risks to conflict. If the spread of the pandemic and its debilitating impacts are not properly managed, the pre-existing conditions of LDCs, described above, will further worsen, leading to even higher vulnerabilities. Similar to the global financial crisis, the impacts of COVID-19 are likely to last longer in LDCs, even after the pandemic is contained.

This situation calls for building resilience in such a way that the systems are able to absorb threats and maintain their inherent structure and behavior and improve system function and capacity to counter disruptions and help avert systemic collapse. Countries need to design systems, including infrastructure, supply chains, economic, financial and public health systems, that are dynamic, smart and resilient. This can bring additional benefits on top of addressing the impacts of COVID-19 by making the national economic system stronger and resilient.

Given the depth, breadth and complexity of challenges that the LDCs have been facing in the context of various hazards and shocks, there is no silver bullet that can address all of them. A dedicated multi-hazard early warning system and a comprehensive multi-hazard crises mitigation and resilience

building mechanism for LDCs including its terms of reference, institutional mechanism and funding modalities could contribute to such efforts.

Main recommendations

- A multi-hazard early warning system is an important tool to mitigate the impacts of various hazards to a greater extent. With its four diverse key elements—risk knowledge, monitoring and warning service, dissemination and communication, and response capability—this system will support LDCs to better position themselves against shocks and crises. LDCs need support to develop and implement modern multi-hazard early warning systems at the national and regional levels.
- Building resilience against various potential covariate shocks and crises is the first line of defense to protect lives and livelihoods of the people.
- The international community should consider establishing a comprehensive multi-hazard crises mitigation and resilience building mechanism for LDCs by leveraging existing measures and initiatives. A number of measures, including financial, regulatory and institutional, need to put in place to establish and operationalize this mechanism for LDCs.
- It is crucial for LDCs to secure fast-tracked and easy access to various risk mitigation and resilience-building funds at the regional and global levels, including funding for adaptation to climate change; and to get access to adequate bilateral financial and technical support for ex-ante and ex-post measures in this respect.

As the international community gathers around preparations for the Fifth UN Conference on the Least Developed Countries (LDC5), in the midst of continued uncertainties surrounding the pandemic duration, building back better has now become a central policy objective as a shared responsibility requiring strong global solidarity. New integrated approaches that go beyond the actions agreed in the IPoA and Sustainable Development Goals (SDGs) are needed to build systemic resilience to future shocks in all LDCs, through mechanisms that allow them to deal with risks associated to various types of shocks, both in terms of preparedness and recovery. This means going beyond increased support for LDCs and focusing on the creation of opportunities for LDCs to take the leadership in their own development and the building of inclusive societies.

RÉSUMÉ

Ce rapport phare est une évaluation intégrale de la situation des pays les moins avancés (PMA), un an après le début de la pandémie de Covid-19. La situation des PMA exige une attention et des mesures urgentes de la part des gouvernements des PMA, des partenaires de développement, du secteur privé et de la société civile. Ce rapport fournit des recommandations là où ces actions sont les plus indispensables – de l'investissement dans les personnes à la transformation structurelle durable et de l'utilisation des technologies à la mobilisation des financements. Ces recommandations vont bien au-delà du redressement après Covid-19, mais leur mise en œuvre permettrait aux PMA de mieux se reconstruire tout en renforçant leur résistance durable aux chocs futurs et en accélérant la réalisation de leurs objectifs de développement.

En raison de leurs multiples obstacles structurels de longue date au développement durable, notamment leur faible développement humain et leur vulnérabilité élevée, les PMA ont été gravement touchés par la Covid-19 – directement et indirectement – dans tous les domaines prioritaires du Programme d'action d'Istanbul (IPoA). La Covid-19 n'a pas seulement fait des ravages sur la santé et les moyens de subsistance, mais a également fortement affecté le commerce international, grâce à l'effondrement des prix des produits de base, la perturbation des chaînes de valeur régionales et mondiales pour l'industrie manufacturière, et un quasi-arrêt du tourisme international, entraînant une forte réduction de la croissance du PIB et une augmentation de la pauvreté, des inégalités et de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. La pandémie a mis à nu et a exacerbé les inégalités préexistantes au sein des pays ainsi qu'entre ces derniers, et l'on s'attend à ce que l'impact de la Covid-19 compromette les progrès des PMA vers le développement durable pour les années à venir.

Alors que le Programme d'Action d'Istanbul pour les PMA touche à sa fin et que le prochain programme d'action doit être approuvé par les états membres de l'ONU à Doha, au Qatar, en janvier 2022, c'est un moment crucial pour faire le point sur les progrès et les défis des dix dernières années, tout en réfléchissant au prochain programme d'action décennal pour les PMA, qui coïncide avec les dix dernières années des Objectifs de développement durable (ODD).

LA PROPAGATION DE LA COVID-19 ET LES EFFETS DIRECTS SUR LA SANTÉ

L'effet de la Covid-19 sur les PMA n'a pas été aussi important en chiffres absolus que dans de nombreux autres pays, mais en raison de la faiblesse des systèmes de santé, des lacunes

des filets de sécurité sociale, de la pénurie des ressources et d'autres facteurs aggravants, son impact a été profondément ressenti. Des investissements doivent être réalisés dans tous ces domaines et une attention particulière doit être accordée à l'accès aux vaccins, afin de sortir de cette pandémie en toute sécurité et de construire des systèmes plus résilients pour résister aux chocs futurs.

Alors que les cas de Covid-19 semblaient relativement faibles dans les PMA au début de la pandémie, ils ont augmenté dans plusieurs pays vers la fin 2020. Vers la fin mars 2021, les PMA comptaient plus de 1,8 million de cas de Covid-19. Parmi les pays les plus touchés dans leurs conséquences sanitaires nationales, beaucoup sont des pays qui ont dû faire face à la crise du Covid-19 avec une situation politique déjà critique, ou d'effets d'autres chocs.

Des risques longtemps ignorés, tels que le sous-investissement dans la santé et les lacunes des filets de sécurité sociale, ont accentué les vulnérabilités des PMA. Comblant les lacunes en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène – qui sont parmi les mesures les moins coûteuses – est essentiel pour contenir la propagation de la Covid-19 et d'autres maladies. Alors que les systèmes de santé sont faibles et que l'accès aux équipements de confinement et de protection est très limité, plusieurs PMA ont pu s'appuyer sur les expériences des épidémies précédentes pour contenir la propagation de la Covid-19 et produire des masques de protection, des désinfectants pour les mains et d'autre équipement médical et de protection. Cependant, le détournement des rares fonds pour faire face à la Covid-19 a affecté d'autres services de santé, notamment d'autres programmes de vaccination essentiels, touchant de manière disproportionnée les pauvres.

Principales recommandations :

- Pour la politique de santé publique dans les PMA, le dépistage, l'isolement et la recherche des contacts doivent tous être renforcés. Il sera également crucial de veiller à ce que les réponses flexibles soient guidées par des données en temps réel de haute qualité.
- Les systèmes de soins de santé des PMA doivent être renforcés et mieux financés. La prestation des services de santé essentiels doit être protégée afin d'éviter toute perturbation des autres services de santé prioritaires, qui devraient au contraire être assurés même pendant les phases critiques de la pandémie.
- Un accès adéquat, abordable et rapide aux nouveaux diagnostics et traitements devrait être assuré pour soutenir

les réponses à la pandémie et les efforts de rétablissement des gouvernements des PMA.

- Les vaccins Covid-19 efficaces doivent être des biens publics mondiaux et leur accès équitable doit être garanti pour tous, partout, grâce au financement intégral du Mécanisme d'Accès Mondial aux Vaccins Covid-19 (COVAX).

LES CONSÉQUENCES DE COVID-19 SUR LE BIEN-ÊTRE

Outre les effets sur la santé, la Covid-19 a entraîné des perturbations importantes dans la vie quotidienne, avec des implications socio-économiques plus larges. Même avant la pandémie, le taux d'extrême pauvreté dans les PMA, mesuré par la population vivant avec moins de 1,90 USD par jour, n'avait diminué que lentement dans les PMA et était d'environ 35,1 % en 2018. Les indications de l'impact de la Covid-19 sur la pauvreté montrent une tendance à la hausse, effaçant des années de progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté.

Les salaires et l'emploi d'un grand nombre de travailleurs dans les PMA ont été affectés par la pandémie. Comme la plupart des travailleurs des PMA appartiennent à l'économie informelle, ils ont été touchés de manière disproportionnée par le confinement, car ils disposent de peu de réserves d'argent, n'ont pas accès au télétravail et ont des systèmes de protection sociale faibles ; beaucoup ont été contraints de maintenir leurs habitudes de travail par nécessité économique. En raison de leur surreprésentation dans les activités peu qualifiées à forte intensité de main-d'œuvre, les femmes ont été les plus durement touchées.

La Covid-19 a provoqué une perturbation sans précédent de l'offre éducative dans les PMA, qui était déjà faible avant la pandémie. La combinaison de la non-scolarisation et de la perte des moyens de subsistance des familles causée par la pandémie peut rendre les filles particulièrement vulnérables et exacerber l'exclusion et l'inégalité. Ces pertes s'accumuleront probablement en pertes d'apprentissage importantes et permanentes, car de nombreux enfants prennent du retard pendant la fermeture des écoles et ne le rattrapent jamais.

Alors que plusieurs PMA ont augmenté l'utilisation de l'éducation en ligne et des plateformes d'apprentissage à distance, celles-ci dépendent fortement de l'accès à l'électricité, de l'accès à Internet, des compétences numériques, des outils en ligne et de l'accès aux appareils appropriés. Ainsi, les inégalités d'apprentissage se creusent – entre les pays développés et les pays en développement, et entre les riches et les pauvres d'un même pays.

Principales recommandations :

- L'expansion des programmes de protection sociale, y compris les transferts en espèces, a un rôle important à jouer dans la réponse à la pandémie et le soutien envers une croissance inclusive. Des mesures spécifiques doivent être adaptées pour les femmes qui travaillent ayant des responsabilités familiales, aux familles qui peuvent avoir recours au travail des enfants comme stratégie d'adaptation, ainsi qu'aux autres sous-groupes vulnérables. Pour les personnes handicapées, il est essentiel de supprimer les obstacles à l'inscription aux régimes de protection sociale, tels que le manque d'informations accessibles.
- Il sera important pour les PMA de promouvoir une reprise riche en emplois. En outre, éviter le retrait prématuré du soutien politique, comme les allocations de chômage et les programmes de requalification et d'amélioration des compétences, aidera à mieux reconstruire après la pandémie. Il est également nécessaire de se préparer à l'avenir du travail, notamment dans la lignée de la transformation technologique en cours.
- La production de ressources numériques et médiatiques accessibles, basées sur le programme scolaire, permettra non seulement de réagir plus rapidement, mais leur utilisation en temps ordinaire pourra également enrichir les possibilités d'éducation pour les enfants, qu'ils soient scolarisés ou non. De plus, il est important de renforcer la capacité des enseignants à gérer une classe "virtuelle" à distance, d'améliorer leurs techniques de présentation, de les former à adapter les séances de suivi avec les soignants et d'intégrer efficacement la technologie dans leurs cours.

LES EFFETS DU COVID-19 SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, LA NUTRITION ET L'AGRICULTURE DANS LES PMA

La plupart des PMA ont été touchés par la Covid-19 à un moment où la sécurité alimentaire était déjà menacée et ils ont été fortement affectés par les perturbations des chaînes d'approvisionnement et l'augmentation des prix des denrées alimentaires. La mauvaise nutrition et la sous-alimentation se sont de plus en plus localisées dans les PMA, avec 35,11 % de la part mondiale en 2019. Puisque les ménages à faible revenu ont tendance à consacrer une plus grande proportion de leurs revenus à l'alimentation, l'impact sur leur nutrition et leur sécurité alimentaire peut être important. Les perturbations logistiques, la perte de revenus, la perte des programmes d'alimentation scolaire en raison des perturbations des systèmes scolaires, et d'autres impacts associés pourraient

probablement avoir des conséquences à vie pour les enfants dans les PMA en raison de plus grandes difficultés à accéder à une alimentation adéquate.

L'élément central de la réponse à la Covid-19 est la fourniture de services dans les zones rurales et le renforcement des mécanismes de gouvernance adaptés aux défis spécifiques que la Covid-19 pose au secteur agricole.

Le processus de transformation de l'agriculture et de transition nutritionnelle, accéléré par les changements apportés par la pandémie, pourrait représenter une opportunité de soutenir l'éradication de la pauvreté et, en même temps, de promouvoir de meilleurs résultats en matière de nutrition et de santé.

Principales recommandations :

- Une augmentation substantielle des ressources est nécessaire car le soutien à l'agriculture des petits exploitants peut déclencher une transformation structurelle de l'agriculture des PMA.
- La promotion de la diversification des productions agricoles, des systèmes d'exploitation intégrés et des stratégies fondées sur les écosystèmes qui combinent la productivité avec la conservation et l'amélioration du capital naturel peut être fructueuse.
- Les services de vulgarisation peuvent jouer un rôle crucial dans le soutien à l'agriculture des petits exploitants. Le soutien visant à promouvoir l'adoption de pratiques durables, telles que les écolabels, les systèmes de certification et autres normes, peut faciliter l'intégration des agriculteurs pauvres dans la chaîne de valeur alimentaire.
- Développer des instruments financiers ciblant les organisations de producteurs, tels que les fonds de garantie de crédit, qui peuvent soutenir les plans d'investissement et augmenter la productivité.
- Le développement accru des infrastructures, l'amélioration des systèmes d'irrigation et la mise en place de solutions technologiques peuvent aider les agriculteurs à accéder aux informations et aux marchés et à ajouter de la valeur à leurs produits.

LE COMMERCE ET LA CAPACITÉ PRODUCTIVE ONT ÉTÉ DUREMENT TOUCHÉS

La valeur des exportations de marchandises des PMA a diminué de 16 % au cours du premier semestre de 2020, soit davantage que la baisse des exportations mondiales, en raison de la baisse temporaire des prix des produits de base et des perturbations des chaînes d'approvisionnement. Cela

a encore réduit la part des PMA dans le commerce mondial, qui était déjà inférieure à 1 % et bien en deçà de l'objectif de l'IPoA. Les secteurs particulièrement touchés sont le textile et l'habillement, où les usines ont fermé en raison de l'annulation des commandes, et le tourisme, qui s'est pratiquement arrêté dans de nombreux PMA.

L'accord de libre-échange continental africain (AfCFTA) récemment lancé, offre des possibilités supplémentaires d'accès au marché pour les PMA africains et devrait stimuler une industrialisation accélérée grâce à des capacités de production diversifiées.

Les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) constituent plus de 90 % des entreprises dans la plupart des PMA, et on estime que plus de 75 % d'entre elles sont informelles. Les MPME sont "surreprésentées" dans certains des secteurs les plus touchés par la Covid-19, comme l'industrie manufacturière non alimentaire, l'hébergement et la restauration, le commerce de détail et de gros, les voyages et les transports. Les MPME manquent souvent de résilience, de flexibilité et de filets de sécurité pour faire face aux coûts d'ajustement déclenchés par les chocs d'offre et de demande induits par la Covid-19. Ces entreprises peuvent être les premières à se retirer lorsque les économies sont bloquées, ou si les effets de la pandémie se prolongent sur une longue période.

De nombreux gouvernements de PMA ont pris des mesures de survie à court terme (telles que des programmes de soutien salarial et de soutien au crédit), destinées à atténuer les difficultés immédiates auxquelles sont confrontées les MPME, mais ils ont été moins nombreux à mettre en œuvre des politiques structurelles axées sur la croissance (telles que des mesures de soutien à l'innovation, à la formation et au redéploiement, ainsi qu'une rationalisation des réglementations).

L'accès à une énergie propre et abordable sera essentiel à toute tentative de création d'une capacité de production durable. Les investissements dans la transition énergétique peuvent contribuer à redynamiser l'économie, à soutenir la phase de reprise et à créer un large éventail d'emplois. La baisse récente et rapide des coûts de production d'énergie renouvelable établit des records et fait de l'énergie renouvelable la source d'électricité la moins chère dans de nombreux PMA. En plaçant les énergies renouvelables au cœur des plans de relance verte post-Covid, les gouvernements peuvent signaler un engagement public à long terme en faveur de ce secteur, en renforçant la confiance des investisseurs et en augmentant les investissements nécessaires au développement des énergies renouvelables.

Principales recommandations :

- Les gouvernements des PMA doivent continuer à faciliter l'accès des MPME au financement au-delà de la crise. Ils peuvent le faire en mettant en place des systèmes de garantie du crédit, en encourageant les banques à réserver des fonds spécifiques pour prêter aux MPME et en maintenant le coût du crédit à un niveau bas.
- La diversification des exportations des PMA et leur intégration dans les chaînes de valeur régionales et mondiales, qui réduiraient leur vulnérabilité économique, peuvent être encouragées par un meilleur accès au marché en franchise de droits et de quotas, y compris par d'autres pays en développement, ainsi que par la mise en œuvre de mesures de facilitation des échanges.
- Les PMA doivent renforcer les institutions qui se consacrent à la politique, à la réglementation et à la normalisation des énergies renouvelables afin de conduire le changement à l'échelle et au rythme requis.
- Les PMA ont besoin d'un meilleur accès aux différentes sources de financement ainsi que d'un soutien spécifique pour renforcer les capacités et aider les développeurs à préparer des projets d'énergie renouvelable monnayable.

LES INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES SE SONT DÉTÉRIORÉS DANS TOUS LES PMA

En moyenne, on estime que le PIB des PMA aurait diminué de 1,3 % en 2020, ce qui est bien inférieur aux taux précédents et à l'objectif de 7 % fixé par l'IPoA. La reprise dans les PMA devrait être plus lente que dans les autres pays en raison de leurs vulnérabilités structurelles et de leur exposition à de multiples chocs simultanés.

Les effets de la Covid-19 devraient entraîner une baisse significative des recettes publiques dans la plupart des PMA, tant en termes absolus qu'en pourcentage du PIB. Dans le même temps, la plupart des PMA ont augmenté leurs dépenses pour faire face aux défis sanitaires, sociaux et économiques. Cependant, la taille des paquets fiscaux annoncés dans la plupart des PMA est beaucoup plus faible que dans d'autres pays en développement, car de nombreux gouvernements sont confrontés à des contraintes budgétaires. Collectivement, les PMA ne sont parvenus à augmenter le soutien fiscal direct et indirect que de 2,6 % de leur PIB en 2020, alors que le montant des mesures de relance des pays développés s'élevait en moyenne à 15,8 % de leur PIB, ce qui est bien plus important.

En raison de la nature de la crise Covid-19, la perte de croissance et d'investissement qui en découle, ainsi que la détérioration de la position extérieure et de l'endettement d'un pays, dépendent non seulement des instruments de politique macroéconomique classiques, mais aussi et surtout, de l'efficacité des mesures de santé publique ainsi que du soutien économique et social aux ménages et aux entreprises.

Principales recommandations :

- Les PMA doivent réformer leurs systèmes fiscaux pour les rendre plus équitables et renforcer leur efficacité.
- Le soutien international aux réformes fiscales par le biais du renforcement des capacités et de la formation est également crucial.
- La coopération internationale en matière de lutte contre l'évitement fiscale des entreprises doit être renforcée pour que les PMA soient en mesure de taxer efficacement les activités transfrontalières et les actifs offshore.

LE RÔLE DE LA SCIENCE, DE LA TECHNOLOGIE ET DE L'INNOVATION (STI) PENDANT UNE PANDÉMIE

Les technologies numériques ont un grand potentiel pour apporter aux PMA des avantages en matière de développement économique et social. Pour cela, des efforts considérables sont nécessaires pour donner aux gouvernements et au secteur privé des PMA les moyens de les exploiter dans des domaines du télétravail, de l'éducation en ligne, de la télémédecine et de la finance numérique. Pour garantir un accès universel équitable, il faut mettre l'accent sur l'infrastructure et les technologies numériques, tant pendant les phases de réponse et de rétablissement en cas de pandémie que pendant les efforts de renforcement de la résilience.

Les gouvernements peuvent apprendre les uns des autres pour améliorer la coordination stratégique des différents organes politiques liés à la recherche et à l'innovation concernant la Covid-19. Les solutions collectives qui fournissent un "guichet unique" pour la centralisation des informations sur les possibilités de financement peuvent contribuer à garantir que les conditions appropriées pour la recherche collaborative et le partage des résultats de recherche préliminaires et des données sont en place pour en tirer tous les avantages.

Principales recommandations :

- L'extension des technologies numériques aux zones reculées, comme la connexion des chaînes d'approvisionnement rurales-urbaines, peut être rentable et permettre de lutter contre les poches d'informalité et de pauvreté dans les zones rurales. Cela permettrait également de renforcer les liens entre les zones rurales et urbaines et de favoriser la transformation des campagnes, si les villes intermédiaires servent de centres de transmission.
- Investir dans l'éducation numérique et le développement des compétences pour réduire la fracture numérique et accroître les capacités humaines afin que les PMA soient en mesure de tirer parti de la transformation numérique.
- La maîtrise du numérique et les systèmes d'apprentissage tout au long de la vie seront nécessaires, notamment dans les environnements locaux qui offrent aux entrepreneurs les connaissances et les possibilités d'adaptation requises.
- Une approche pangouvernementale, impliquant des mécanismes de coordination multisectoriels et multipartenaires, est nécessaire pour mettre la science, la technologie et l'innovation au service des PMA.

FINANCEMENT POUR FAIRE FACE À LA CRISE DE LA COVID-19 ET PRÉPARER UNE REPRISE DURABLE

Les flux externes vers les PMA provenant des transferts de fonds, des investissements directs étrangers (IDE) et de l'aide publique au développement (APD) ont connu une forte baisse pendant la pandémie de COVID-19. Les PMA sont ceux qui ont le plus besoin et le moins accès au financement du développement et, dans le même temps, le nombre de pays menacés par la crise de la dette augmente. Des solutions qui tiennent compte des besoins d'investissement à long terme et du développement durable sont nécessaires.

Alors que les transferts de fonds vers les PMA avaient augmenté rapidement avant la pandémie, ils ont diminué d'environ 2 points de pourcentage en 2020. Pour d'autres flux externes comme l'IDE et l'APD, la tendance à la baisse s'est accélérée. Dans le même temps, les niveaux d'endettement ont augmenté et les PMA ont accédé à davantage de financements non concessionnels.

La Covid-19 a entraîné une forte baisse des IDE, y compris dans des secteurs cruciaux pour une reprise durable. Ainsi, les stratégies de promotion des investissements doivent être adaptées aux nouvelles opportunités de développement durable lors de la reprise après Covid-19, notamment en redéfinissant les priorités et en ciblant les investissements et les activ-

ités commerciales soutenant les ODD ainsi qu'en attirant les investisseurs d'impact facilitant les investissements verts et numériques.

En raison de l'augmentation rapide des besoins de financement, les PMA ont plus que jamais besoin de l'APD. Mais il existe des risques sérieux que l'APD globale soit réduite au cours des prochaines années, en partie en raison de la baisse du revenu national brut (RNB) des partenaires de développement, et que les PMA ne soient pas épargnés par cette baisse. Le respect des engagements pris par les donateurs du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE en matière d'APD, à savoir consacrer 0,15% à 0,2 % de leur RNB aux PMA, augmenterait considérablement la disponibilité des financements pour une reprise durable.

Si l'initiative de suspension du service de la dette, à laquelle 30 PMA ont participé, a permis d'apporter des liquidités bien nécessaires, sa portée a été limitée. Les solutions durables aux problèmes d'endettement des PMA doivent inclure l'allègement de la dette. La crise de la Covid-19 met en évidence les lacunes de l'architecture internationale actuelle de restructuration de la dette souveraine, qu'il convient de combler au plus vite afin de réduire la probabilité de crises futures.

Principales recommandations :

- Les objectifs d'APD spécifiques aux PMA doivent être atteints et au moins 50 % de l'APD doit être allouée aux PMA. L'amélioration de sa qualité devrait inclure l'alignement sur les priorités des pays en accord avec les ODD.
- Les investissements financiers mixtes doivent se concentrer de plus en plus sur la réduction des risques en investissant dans des projets et des secteurs qui augmentent la résilience des économies et des sociétés face aux crises futures et contribuent à la réalisation des ODD.
- Afin d'augmenter de manière significative les IDE dans les PMA, les mesures de promotion des investissements doivent être renforcées, allant des garanties d'investissement et des régimes d'assurance au renforcement des capacités des agences de promotion des investissements.
- Les PMA peuvent renforcer la coopération Sud-Sud en traduisant leur solidarité en partenariats stratégiques pour progresser dans les domaines prioritaires afin de s'engager dans une relance durable et inclusive.
- Il convient d'envisager des solutions en matière de dette, telles que la réduction de l'encours de la dette et une restructuration plus rapide de la dette. Les créanciers officiels pourraient appliquer de meilleures conditions à leurs crédits actuels et futurs aux PMA, y compris un large

éventail d'éléments conditionnels de l'État pour aider les pays à mieux gérer divers chocs futurs. L'allègement de la dette devrait être intégré dans une stratégie plus large qui tienne compte des besoins d'investissement pour un développement durable à long terme. Les PMA devraient bénéficier d'une assistance technique et d'un renforcement de leurs capacités pour améliorer la gestion de leur dette.

ENSEMBLE DE MESURES DE RÉSILIENCE POUR LA REPRISE ET LA PRÉPARATION AUX CHOCS FUTURS

Les PMA sont gravement touchés par les effets directs et indirects de la Covid-19 dans la réalisation de tous les ODD, qui sont souvent aggravés par d'autres chocs – allant des risques climatiques aux conflits. Si la propagation de la pandémie et ses effets débilissants ne sont pas correctement gérés, les conditions préexistantes des PMA, décrites ci-dessus, vont encore s'aggraver, entraînant une vulnérabilité encore plus grande. À l'instar de la crise financière mondiale, les effets de la Covid-19 risquent de durer plus longtemps dans les PMA, même une fois la pandémie endiguée.

Cette situation exige de renforcer la résilience de manière à ce que les systèmes soient capables d'absorber les menaces et de maintenir leur structure et leur comportement inhérents, et d'améliorer la fonction et la capacité du système pour contrer les perturbations et contribuer à éviter un effondrement systémique. Les pays doivent concevoir des systèmes, notamment des infrastructures, des chaînes d'approvisionnement, des systèmes économiques, financiers et de santé publique, qui soient dynamiques, intelligents et résistants. Cela peut apporter des avantages supplémentaires en plus de la lutte contre les impacts de la Covid-19 en rendant le système économique national plus fort et résistant.

Compte tenu de la profondeur, de l'ampleur et de la complexité des défis auxquels les PMA sont confrontés dans le contexte de divers dangers et chocs, il n'existe pas de solution miracle qui puisse tous les résoudre. Un système d'alerte précoce multirisque dédié et un mécanisme complet d'atténuation des crises multirisques et de renforcement de la résilience pour les PMA, y compris son mandat, son mécanisme institutionnel et ses modalités de financement, pourraient contribuer à ces efforts.

Principales recommandations :

- Un système d'alerte précoce multi-aléa est un outil important pour atténuer dans une plus large mesure les

impacts de divers risques. Avec ses quatre éléments clés divers – connaissance des risques, service de surveillance et d'alerte, diffusion et communication, et capacité de réponse – ce système aidera les PMA à mieux se positionner face aux chocs et aux crises. Les PMA ont besoin d'un soutien pour développer et mettre en œuvre des systèmes modernes d'alerte précoce multi-aléas aux niveaux national et régional.

- Le renforcement de la résistance face à divers chocs et crises covariantes potentiels constitue la première ligne de défense pour protéger les vies et les moyens de subsistance des populations.
- La communauté internationale devrait envisager d'établir un mécanisme global d'atténuation des crises multirisques et de renforcement de la résilience pour les PMA en s'appuyant sur les mesures et initiatives existantes. Un certain nombre de mesures, notamment financières, réglementaires et institutionnelles, doivent être mises en place pour établir et rendre opérationnel ce mécanisme pour les PMA.
- Il est crucial pour les PMA d'obtenir un accès rapide et facile aux divers fonds d'atténuation des risques et de renforcement de la résilience aux niveaux régional et mondial, y compris le financement de l'adaptation au changement climatique, et d'avoir accès à un soutien financier et technique bilatéral adéquat pour les mesures ex ante et ex post à cet égard.

Alors que la communauté internationale se rassemble autour des préparatifs de la Cinquième Conférence des Nations Unies sur les Pays les Moins Avancés (LDC5), dans un contexte d'incertitudes persistantes quant à la durée de la pandémie, mieux reconstruire est devenu un objectif politique central en tant que responsabilité partagée, nécessitant une forte solidarité mondiale. De nouvelles approches intégrées allant au-delà des actions convenues dans le cadre du Programme d'Action d'Istanbul (IPoA) et des objectifs de développement durable (ODD) sont nécessaires pour renforcer la résilience systémique aux chocs futurs dans tous les PMA, grâce à des mécanismes qui leur permettent de faire face aux risques associés à divers types de chocs, tant en termes de préparation que de redressement. Cela signifie qu'il faut aller au-delà d'un soutien accru aux PMA et se concentrer sur la création d'opportunités pour que les PMA prennent le leadership de leur propre développement et de la construction de sociétés inclusives.

TABLE OF CONTENTS

Acknowledgements	ii
Foreword	iii
List of main acronyms	iv
Executive summary	vi
Résumé	xi
Introduction	01
A. Spread of COVID-19 and direct health effects	03
A.1 The State of COVID-19 in Least Developed Countries	03
A.2 Early effective public health responses, demographics and other factors	10
A.3 Covid-19 impact on other diseases or medical treatments	11
A.4 Policy recommendations and progress towards ensuring equitable distribution of effective vaccines to the LDCs	13
B. The consequences of COVID-19 on wellbeing	17
B.1 Impact of COVID-19 on poverty	17
B.2 Impact of COVID-19 on the Labour Market and Income	19
B.3 Effect of COVID-19 on access to education and other social services	21
B.4 Conclusions and recommendations	24
C. Effects of COVID-19 on food security, nutrition, and agriculture in the LDCs	31
C.1 An overview of the state of Food insecurity and nutrition in the LDCs	32
C.2 COVID impact on food security and nutrition	34
C.3 Strengthened support for smallholder farmers and agriculture and addressing the challenges of COVID-19	37
C.4 Access to finance	38
C.5 Promoting rural infrastructure and the domestic food value chain	39
C.6 Leveraging science, Technology and Innovation for agriculture	39
D. Trade and productive capacity were hit hard	41
D.1 Trade-related impacts	41
D.2 Impact on Productive Capacity	49
D.3 Building trade and productive capacity – sustainably	54
D.4 Conclusion and the way forward	55